

## Résumés

---

Volume 12, numéro 1, 1999

Femmes, État, société

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058039ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058039ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce document

(1999). Résumés. *Recherches féministes*, 12(1), 189–191.

<https://doi.org/10.7202/058039ar>

- **Repenser l'État**  
**Nouvelles perspectives féministes**  
*Dominique Masson*

Depuis déjà une dizaine d'années, les limites des théories féministes classiques sur l'État sont soulignées par de nouvelles perspectives féministes. Leurs reconceptualisations offrent une voie médiane entre le volontarisme des approches libérales et le déterminisme des conceptions plus structurelles. Ancrées dans les notions de luttes politiques et de rapports de forces, celles-ci réorientent l'analyse de « l'État » vers celle de la spécificité des formes étatiques. Elles redonnent également aux luttes des femmes et aux processus de représentation politique une portée analytique et stratégique de même qu'elles permettent une meilleure prise sur la relation entre l'État et l'action politique des femmes.

- **Intervention gouvernementale et habitation sociale**  
*Anne-Marie Séguin et Paul Villeneuve*

Au Québec, l'intervention gouvernementale dans le domaine de l'habitation sociale est complexe. Cette intervention a pris et prend toujours la forme d'un éventail de programmes qui fait entrer en scène des acteurs qui appartiennent aux deux niveaux de gouvernement : le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Actuellement, cette intervention connaît une restructuration dont les aboutissants ne sont pas encore tous connus. La restructuration conduit à une forme de désengagement du gouvernement fédéral du secteur de l'habitation sociale, alors que le gouvernement québécois maintient son engagement mais en apportant certaines modifications à son intervention, notamment en faisant davantage appel au marché. De plus, le gouvernement québécois a proposé, dans son plan d'action de 1997, un scénario de décentralisation de la gestion des logements publics du type HLM vers les municipalités qui suscite d'importantes critiques et qui pose avec acuité la question de l'équité sociale. La restructuration de l'intervention étatique n'est pas neutre sur le plan de son impact puisque les femmes sont les premières bénéficiaires des programmes de logement social, ce dernier constituant, pour elles, un enjeu fondamental aux dimensions multiples.

- **Pratiques infirmières, maintien à domicile et virage ambulatoire au Québec**

*Hélène David, Esther Cloutier, Johane Prévost et Catherine Teiger*

Le virage ambulatoire du réseau de la santé au Québec implique une réorganisation profonde des pratiques. Une étude exploratoire concernant le service de maintien à domicile (MAD) d'un centre local de services communautaires (CLSC) permet d'en décrire certains aspects et d'expliquer comment des infirmières vivent dans ces

conditions nouvelles et y réagissent. Outre leur fonction de soignante, ces infirmières sont chargées de cas. Cette fonction de coordination comprend des tâches d'interaction, d'évaluation, de planification, de mise en œuvre ainsi que de surveillance et de contrôle. Dans un contexte où une logique de réduction des coûts domine, l'ampleur des tâches des infirmières semble fortement sous-estimée. Leur nouvelle fonction de chargée de cas s'avère une source paradoxale de valorisation, car, malgré leur intérêt, ces responsabilités accrues sont associées à plusieurs difficultés.

— • **Des femmes et des soins**

**L'expérience des aidantes naturelles au Saguenay**

*Nicole Bouchard, Claude Gilbert et Marielle Tremblay*

Le désengagement de l'État en matière de santé soulève des questionnements importants dans notre société. Les tâches liées aux soins et au soutien exécutées en milieu naturel, plus particulièrement dans les familles, sont essentiellement assumées par les femmes, car elles constituent une extension des activités domestiques. À partir des données empiriques d'une recherche menée au Saguenay, les auteures entendent démontrer que le transfert d'une partie des responsabilités des soins au milieu naturel peut contribuer à renforcer le rôle de maternage des aidantes naturelles et accentuer leur isolement et leur absence de la sphère publique. La valorisation que les femmes peuvent retirer de la prise en charge est soutenue par des systèmes de légitimation et des symboles. À partir d'une typologie empruntée à Paul Ricoeur, les auteures montrent qu'il faut faire preuve de prudence devant ces systèmes qui peuvent engendrer de l'individualisme et une relation asymétrique entre l'aidante et la personne aidée.

— • **Nation, natalité, politique  
et représentations des femmes**

*Josée Bergeron et Jane Jenson*

Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, la plupart des féministes et des forces sociales progressistes ont eu une position critique à l'égard des discours natalistes soutenant des modèles nationalistes conservateurs. À ce titre, les rapports entre natalisme, nationalisme et égalité des sexes se sont très souvent avérés conflictuels. Le présent article cherche à en explorer les raisons et à analyser ce rapport en France et au Québec. On peut constater que des convergences mais aussi des divergences émergent de cette comparaison. Les deux discours natalistes n'influencent pas sur les mêmes institutions étatiques et ils ont varié de façon significative dans le temps. Nous observons également que ces distinctions sont une conséquence du rôle différent que les féministes françaises et québécoises ont joué au sein de l'État.

—● **Quotas ou parité**  
**Enjeux et argumentation**  
*Bérengère Marques-Pereira*

L'article examine les arguments développés concernant les quotas et la parité sous deux angles : d'une part, la dénonciation de l'exclusion politique des femmes et, d'autre part, la légitimité de leur inclusion politique. Il met en évidence la valeur de la parité par rapport aux quotas tout en soulignant les écueils qui pèsent sur la revendication paritaire. La parité ne permet pas de dépasser les dilemmes universalisme/particularisme, égalité/différence, mais sa revendication a le mérite d'avoir intégré la sous-représentation politique des femmes au débat public.

—● **Genre et politiques étatiques**  
**en Europe centrale et orientale**  
*Jacqueline Heinen*

La question des politiques sociales constitue un enjeu majeur et une mise à l'épreuve des transformations opérées depuis dix ans dans les pays d'Europe centrale et orientale. Dans une optique de genre, elles apparaissent doublement importantes car elles contribuent à définir les contours de la citoyenneté et pèsent donc sur le statut conféré aux individus dans la société. L'article met en évidence nombre de changements par rapport aux orientations passées et souligne qu'un peu partout à l'Est, les politiques actuelles se traduisent par une dégradation de la vie quotidienne pour une très grande majorité de femmes. À la lumière, plus particulièrement des dynamiques à l'œuvre en Pologne, en Hongrie et en Bulgarie, il tente de saisir l'importance de l'intervention étatique dans tout ce qui touche à la sphère privée et d'apprécier, à ce titre, les effets des politiques publiques en matière de pratiques et de représentations.

—● **L'État d'aujourd'hui et les femmes**  
**en Argentine**  
*Silvia Chejter*

La description des relations actuelles entre les femmes et l'État argentin exige un retour historique sur la période depuis 1945 car c'est alors que fut instauré le suffrage féminin et que furent adoptées des politiques sociales d'avant-garde bénéfiques aux femmes. Cet article compare cette période à notre époque de mondialisation et de compressions budgétaires et décrit les nouvelles responsabilités de l'État face aux citoyens, les conséquences des nouvelles politiques de même que la façon dont ces politiques ont affecté les femmes et entravé ou favorisé la réalisation de leurs aspirations collectives de genre.